

Jacques Fath

Responsable national du PCF aux questions internationales.

Membre de l'exécutif national.

«La France a un lourd passé colonial avec l'Afrique, avec le Burkina. Pour construire l'avenir, il est indispensable de revenir sur ce passé, sur la nature actuelle du rapport franco-africain, sur le néo-colonialisme français.

Ce rapport s'est structuré sur les pratiques de la Françafrique - avec les enjeux économiques qui viennent d'être évoqués par nos amis syndicalistes - et dans la volonté de maintenir les peuples sous domination.

Quand je vois ce qui se passe plus généralement avec les mouvements sociaux, les soulèvements populaires dans le monde arabe, en Afrique, au Burkina mais aussi au Sénégal, à Djibouti... je crois que nous pouvons parler d'une sorte de basculement de l'histoire.

Certains parlent d'une période nouvelle, moi je préfère parler d'une sorte d'accélération de l'histoire, d'un basculement de l'histoire politique du capitalisme. Les peuples ne supportent plus les politiques qu'on leur impose. Ils ne supportent plus l'extrême pauvreté, le fait d'être étouffés. Ils aspirent à la dignité, à la démocratie au respect des libertés. Les intérêts de tous ces peuples convergent, qu'il s'agisse du monde arabe, de l'Europe de l'Afrique...

J'ai eu l'occasion de lire avec attention le dossier de presse qui a été réalisé pour la demande d'ouverture d'enquête. Je me suis arrêté sur les deux phrases de Thomas Sankara. Il parle de ce que doit être selon lui la révolution. Il souligne des exigences concrètes en matière d'alimentation, d'éducation, de logement, etc...il évoque «le besoin de plus de liberté, de démocratie, de dignité...». C'est exactement ce que les peuples arabes demandent aujourd'hui. C'est aussi ce dont nous avons tous besoin pour faire une révolution! On a le sentiment que ce jeune dirigeant africain était en avance! Ecoutez encore cette phrase, il poursuit: «Notre révolution n'aura de raison d'être que si elle peut répondre concrètement à ces questions», puis: «le plus important, je crois, c'est d'avoir amené le peuple à avoir confiance en lui-même, à comprendre que finalement, il faut s'asseoir et écrire son développement; il faut s'asseoir et écrire son bonheur...». C'est une formule décisive. Il signifie par là que la révolution dépend de l'affirmation d'une conscience populaire, d'une capacité autonome des citoyens à agir. C'est aussi ce que nous voulons gagner en France et en Europe.

La portée de cette pensée... c'est le sens du basculement de l'histoire.

Alors je veux vous dire, pour conclure, qu'à propos de cette demande d'enquête parlementaire, nous nous inscrivons dans une démarche durable. Nous voulons aller jusqu'au bout. Nous savons que ce sera une action longue et difficile. Nous la menons pour avoir la vérité sur ce qui s'est passé. Je pense notamment à la veuve de Thomas Sankara, à sa famille, au peuple du Burkina. Nous porterons ce débat aussi parce qu'il intéresse complètement la vie politique en France. Il s'agit de la politique étrangère de la France et cette action peut nous aider concrètement à traiter cette question pour pouvoir enfin sortir de la Françafrique. Nous ne lâcherons pas. Il peut y avoir des changements en 2012. Mais nous savons qu'il ne suffit pas de changer de gouvernement pour que les choses changent. Nous en avons l'expérience. Nous ne lâcherons pas, ni aujourd'hui, ni demain».